COMMUNIQUE DE PRESSE

17 organisations de la société civile lancent une pétition pour renforcer la protection des lanceurs d'alerte en France

Paris, 21 avril 2016

17 organisations de la société civile invitent tous les citoyens à s'engager en faveur d'une protection efficace des lanceurs d'alerte !

Cliquez ici pour signer la pétition nationale pour la protection des lanceurs d'alerte

Scandale des Panama Papers, choc de l'adoption par le Parlement européen de la directive « secret des affaires », procès d'Antoine Deltour, le lanceur d'alerte à l'origine des LuxLeaks: l'actualité nous démontre une fois encore l'urgence qu'il y a à protéger ceux qui prennent des risques pour renforcer nos démocraties. Il ne faut pas laisser le secret devenir la norme et la liberté l'exception.

Le projet de loi Sapin 2, une opportunité unique de protéger enfin les lanceurs d'alerte

Annoncé depuis 2015 par François Hollande, le projet de loi relatif à la transparence, la prévention de la corruption et la modernisation de la vie politique (dite « Loi Sapin 2 ») devait enfin doter la France d'une législation ambitieuse pour protéger les lanceurs d'alerte.

Si le texte offre une véritable opportunité d'adopter les meilleurs standards internationaux pour lutter contre la corruption, il ne saisit pas, en l'état, l'occasion de protéger véritablement tous les lanceurs d'alerte. Au contraire, il ajoute au millefeuille législatif français, à l'inégalité de traitement des salariés, à l'insécurité juridique et perpétue l'impunité des auteurs de représailles. Encore trop nombreux sont ceux qui se retrouvent isolés et dépourvus de soutien alors qu'ils agissent dans l'intérêt de tous en dévoilant les failles de nos sociétés.

Toutes les organisations signataires appellent les parlementaires à se saisir de l'examen de cette prochaine loi anti-corruption pour accorder enfin un statut global et une protection effective aux lanceurs d'alerte en France. Elles ne manqueront pas de mobiliser le plus grand nombre à travers leur pétition nationale.

Pétition lancée à l'initiative de Powerfoule et Transparency International France, avec le soutien des organisations suivantes :

- Anticor
- Bloom
- CFDT
- Collectif Roosevelt
- Ligue des droits de l'Homme
- Plate-forme paradis fiscaux et judiciaires
- Réseau Environnement Santé
- Survie
- Attac
- CCFD Terre Solidaire
- CFDT cadres
- Greenpeace
- Pacte Civique
- Pugwash – France
- Sherpa
- UGICT – CGT

***

Contacts presse :

Transparency International France : Julian Névo - contact@transparency-france.org - 01 84 16 95 65
CFDT: CFDT presse@cfdt.fr - 01 42 03 80 12
CFDT Cadres : Laurent Tertrais - laurent.tertrais@cadres.cfdt.fr - 06 71 12 86 10.
Ligue des droits de l'Homme : communication@ldh-france.org - 01 56 55 51 08.
UGICT – CGT : Damien Ramage - communication@ugict.cgt.fr - 06 72 47 07 97
CCFD Terre Solidaire : l.watrinet@ccfd-terresolidaire.org - 01 44 82 80 00